



PARTNERSHIP AFRICA CANADA  
PARTENARIAT AFRIQUE CANADA

## **UN ORGANISME CANADIEN LANCE UNE PUBLICATION SUR LE NOUVEAU MÉCANISME DE CERTIFICATION DES MINÉRAUX DE LA GUERRE EN AFRIQUE**

Le 23 mars 2011  
Ottawa

Partenariat Afrique Canada a lancé aujourd'hui un nouveau rapport qui expose les moyens à prendre afin d'élaborer un mécanisme régional de certification pour assurer le suivi des minéraux de grande valeur susceptibles de susciter des conflits dans la région des Grands Lacs africains.

*Taming the Resource Curse: Implementing the ICGLR Certification Mechanism for Conflict-prone Minerals* analyse les forces et les faiblesses des mécanismes de certification existants, particulièrement le Processus de Kimberley (PK) et applique les leçons tirées de cette analyse à quatre minéraux - l'or, le coltan, le tungstène et l'étain - dans le contexte de la région des Grands Lacs africains.

Les constatations et les recommandations du rapport servent de fondement au mécanisme de suivi et de certification des minéraux qu'élabore actuellement la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), dont le siège est situé à Bujumbura, au Burundi. Le rapport est une publication conjointe de la CIRGL, du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse et de Partenariat Afrique Canada.

« Ce rapport vise à donner à la CIRGL la longueur d'avance dont elle a besoin pour éviter bon nombre des embûches et des contraintes qui ont fini par miner l'efficacité et la légitimité du Processus de Kimberley », a dit Joanne Lebert, directrice du Programme des Grands Lacs de PAC.

Le rapport, signé par Shawn Blore et Ian Smillie, met en avant des principes clés qui accroîtront l'efficacité du nouveau mécanisme de certification par rapport aux systèmes de réglementation en place. Parmi ses principales caractéristiques, mentionnons l'introduction de vérifications obligatoires, périodiques et indépendantes, par des tiers, de tous les intervenants dans la chaîne d'approvisionnement des minéraux ainsi qu'une base de données perfectionnée pour suivre les flux de minéraux de la mine jusqu'à l'exportation et au-delà.

« Ce système relèvera considérablement la barre pour tous les intervenants dans la chaîne d'approvisionnement des minéraux, particulièrement ceux qui exercent des activités en République démocratique du Congo », a dit l'auteur principal, Shawn Blore. Il a aussi fait remarquer qu'on avait conçu le système de manière à ce qu'il dispose de la souplesse nécessaire pour s'adapter à l'évolution tant des normes de certification que de la criminalité - une des grandes lacunes du Processus de Kimberley.

On trouvera le rapport en ligne à : <http://tinyurl.com/67rmhmn>

-30-

### **Pour de plus amples renseignements:**

Joanne Lebert, directrice du Programme des Grands Lacs, Partenariat Afrique Canada  
Cell. : +1 613 983-3773; [jlebert@pacweb.org](mailto:jlebert@pacweb.org)

Shawn Blore, auteur principal  
Cell. : +55 (21) 8102-4706; [sb@shawnblore.com](mailto:sb@shawnblore.com)

Alan Martin, directeur de la recherche, Partenariat Afrique Canada  
Cell. : +1 613 983-6817; [amartin@pacweb.org](mailto:amartin@pacweb.org)

### **Note aux journalistes:**

Partenariat Afrique Canada (PAC) est une ONG canadienne qui entreprend des enquêtes, des activités de plaidoyer et un dialogue sur les politiques portant sur les ressources naturelles, les conflits, la gouvernance et les droits de la personne en Afrique.

PAC est reconnu à l'échelle internationale pour ses efforts en vue de mettre un terme au commerce des diamants de la guerre. En 2003, PAC a été proposé conjointement par des membres de la Chambre des représentants et du Sénat des États-Unis pour le prix Nobel de la paix, pour ses travaux exposant les liens entre les conflits et les diamants dans plusieurs pays africains.

Bien que PAC soit connu surtout pour son rôle de chef de file dans la création du Processus de Kimberley (PK) - un système mandaté par l'ONU, qui a vu le jour en 2000 dans le but de rompre le lien entre le commerce des diamants bruts et les conflits armés - il agit aussi comme conseiller auprès de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) dans le cadre de ses travaux visant à créer un système de suivi et de certification des minéraux.

La CIRGL est une organisation intergouvernementale qui réunit les pays de la région des Grands Lacs africains. Sa création procède de la reconnaissance que l'instabilité

politique et les conflits dans ces pays revêtent une dimension régionale considérable et exigent donc un effort concerté afin de promouvoir une paix et un développement durables.

L'organisation réunit 11 États membres : l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie.